

## L'Union européenne doit protéger les civils palestiniens, en particulier les personnels de santé, dans le cadre du génocide en cours

### Description

Par l'ECCP, le 8 mai 2024



Nous sommes choqués que le Dr Ghassan Abu Sittah, recteur de l'Université de Glasgow et chirurgien plasticien et urgentiste, se soit vu refuser l'entrée en France où il devait s'adresser au Sénat. Le Dr Ghassan a été témoin de toutes les attaques israéliennes sur Gaza depuis 2008, et il était à Gaza pendant le premier mois de l'attaque actuelle, travaillant d'abord à l'hôpital Al Shifa, puis, lorsqu'il a été évacué, à l'hôpital baptiste Alhi.

Nous sommes également préoccupés par le fait que les médecins de Gaza soient réduits au silence par des moyens de répression physique. Des professionnels de la santé ont été [tués sous la torture](#) et des [centaines de corps](#) ont été découverts enterrés par des agents de la défense civile sur le terrain des hôpitaux. Nous avons été horrifiés d'apprendre que le Dr Adnan Al Bursh, directeur de la chirurgie à l'hôpital Al Shifa, contraint d'évacuer vers l'hôpital Al Awda et faisant partie du personnel de santé enlevé en décembre par l'armée israélienne et emprisonné dans le camp de prisonniers d'Ofer, y soit décédé le 19 avril.

Les personnels de santé palestiniens font tout ce qui est en leur possible dans une situation où une grande partie du système de santé a été détruite. Alors que les forces d'occupation israéliennes viennent d'ordonner un nouveau déplacement massif de population en vue d'une opération terrestre à Rafah, l'inquiétude grandit quant à la possibilité de maintenir ce qui reste du système de santé et de le reconstruire après un cessez-le-feu.

Au cours des sept derniers mois, au moins 34 735 Palestiniens ont été tués, la grande majorité d'entre eux étant des civils. Les femmes et les enfants représentent plus de 70 % des morts. Des milliers d'autres sont portés disparus, la plupart coincés sous les débris de leurs anciennes maisons et communautés, et présumés morts. Des familles entières ont été décimées.

Les attaques contre les installations de soins de santé ont tué au moins 493 membres du personnel médical et des centaines de patients dans les hôpitaux : il s'agit de crimes de guerre qui doivent cesser immédiatement. La fourniture de nourriture, d'eau et de médicaments par les Nations Unies et les organisations internationales a été entravée de part en part, et la famine s'étend du nord au sud. Le personnel médical et humanitaire d'urgence doit être autorisé à entrer et à

se d'écoupler librement dans la bande de Gaza. En outre, de concert avec l'Égypte et la communauté internationale, Israël doit immédiatement mettre en œuvre un processus d'évacuation médicale de routine afin de garantir l'accès aux soins des blessés, des personnes âgées et des personnes souffrant de maladies chroniques ; déjà au moins 11 000 personnes ne peuvent être soignées à Gaza.

Nous demandons à l'UE de protéger les civils palestiniens, en particulier les travailleurs de la santé et le personnel médical, et d'utiliser tous les outils à sa disposition, y compris des sanctions militaires et économiques contre Israël, et la suspension de l'accord d'association UE-Israël pour violation grave de l'article 2, et conformément aux mesures provisoires prescrites par la CIJ.

Source : [Coordination Européenne Des Comités Et Associations pour la Palestine](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date créée**  
2024/05/17